



Compte-rendu du CHS-CT 13 du 28 novembre 2019 **deuxième convocation le 6 décembre 2019**

Le 28 novembre 2019, date de première convocation du C.H.S.C.T, les agents du site de Prado – Borde – Liandier rejoints par ceux de La Ciotat ont profité de cette séance pour exprimer à nouveau leurs revendications. Envahi, ce C.H.S.-C.T. n'a pu donc se tenir. Les pétitions signées massivement depuis juin par l'ensemble des agents de la DRFiP ont été remises ce jour. Le rejet de ce plan de « Nouveau Réseau de Proximité » n'est plus contestable.

Le C.H.S.C.T a été convoqué à nouveau le 6 décembre. Solidaires Finances a pris la décision de siéger, afin d'aborder les sujets à l'ordre du jour .

Dans sa déclaration liminaire Solidaires Finances a dénoncé l'attitude du gouvernement qui entend parachever son œuvre de destruction massive des droits de l'ensemble des salariés du public et du privé en s'attaquant à leurs retraites et en promouvant son système à points.

Solidaires Finances a rappelé son opposition à la loi de transformation de la Fonction Publique et sa revendication : son retrait pur et simple. Avec cette loi, le gouvernement est enfermé dans sa logique ultra libérale et dogmatique de réduction des dépenses publiques . Cette démarche est à l'opposé d'une réponse aux attentes des usagers pour un service répondant aux besoins de la population. C'est une Fonction Publique de proximité physique, impartiale et compétente au service de l'intérêt général qu'il convient de renforcer.

Nous avons dénoncé la recherche d'une gestion des ressources humaines flexible et sans contrainte qui se traduit par la suppression de la compétence des CAP en matière de mutation et de promotion.

Solidaires Finances a exigé l'abandon du nouveau réseau de proximité à la DGFIP et des réformes en cours.

Depuis, sa présentation, les agents rejettent « le projet de nouveau réseau de proximité de la DRFiP PACA 13 » qui aura un impact considérable sur leur vie professionnelle et privée. Ils devront subir une mobilité fonctionnelle ou géographique. Pour Solidaires, les directions seront responsables des conséquences sociales, organisationnelles et humaines des transformations qu'entraînera ce projet.

Le Président a répété que le nouveau réseau de proximité était organisé pour aider les services en difficulté. La Direction a conscience que ces évolutions bouleversent de nombreux agents. Un accompagnement individuel sera fait. (Aie confiance!)

Le service des Ressources Humaines a été profondément impacté par la création des C.S.R.H.. Les services RH ont été éloignés des agents. Comment les agents des Ressources Humaines vont-ils pouvoir assumer cette mission , et dans quelles conditions, suite aux restructurations subies ? Le Président n'a pas répondu à nos questions.

De même, nous nous sommes inquiétés des conséquences sur les personnels des divisions de l'immobilier, du budget et de la logistique si ce projet était appliqué.

Le Président a assuré que les différentes divisions feraient face , ces divisions seront étoffées. (?!)

Enfin, le Président a précisé que la Direction passera dans l'ensemble des services afin d'expliquer à nouveau le projet aux agents !!! (chacun jugera).

R+2 16 Borde : Installation des services de la Division des affaires juridiques ,de la division des particuliers et professionnels ,de la Division des affaires Foncières et de l'enregistrement , de la Division du secteur Public Local , de la Division de l'action et de l'expertise financière , la Division du recouvrement et réinstallation des services de la mission du Contrôle budgétaire .

Les travaux de restructuration du 2^e étage se poursuivent, le déménagement des différents services devraient se faire à partir du 15 janvier.

Comme nous l'avons déjà dit lors de la présentation des plans, pour Solidaires Finances, la Direction n'a pas tenu compte de la spécificité des missions exercées par les agents de ces services nouvellement installés sur cet étage. Les agents devront s'adapter à des locaux « standards », ce n'est pas acceptable.

Nous avons repris point par point les problèmes posés : besoin d'isolement pour traiter des dossiers très complexes, ratio m2/agent qui ne convient pas, problème d'archives, installation des cinq copieurs dans les couloirs, installation particulière nécessaire du bureau REBECA, nombre de toilettes par rapport au nombre d'agents, espace de convivialité inexistant. Enfin, nous avons fait part de la demande de certains agents de visiter les locaux.

Il nous a été répondu que les sols et faux plafonds refaits permettent une meilleure acoustique. En ce qui concerne les archives, tout a été étudié. Le mobilier neuf sera commandé . Les toilettes ont été refaites pour être « aux normes ». Les chefs de division seront à nouveau consultés pour revoir les différents points évoqués.

Pour Solidaires Finances les conditions de travail ne seront pas améliorées . En effet, à l'heure actuelle ces agents sont au maximum 2 par bureau, ils seront au maximum 4 par bureau dans leurs nouveaux locaux.

De même, nous avons constaté que les agents de la mission Contrôle budgétaire ne retrouveront pas exactement la surface avant déménagement .

CFP de Sadi Carnot

Le bureau d'études en charge des travaux de sécurisation du mur d'enceinte a effectué au cours du mois de septembre des fouilles complémentaires, et procédé à des calculs de stabilité du mur. Des préconisations de travaux de consolidation : réalisation d'un voile en béton armé et cloué, renforcement de la résistance des sols par injection de résine ou travaux en sous-œuvre, traitement des eaux pluviales et démolition du contrefort existant.

Les démarches nécessaires sont en cours avec les deux propriétaires concernés (ville de Marseille, propriétaire de l'Hôtel Intercontinental et de la résidence du patio de l'Hôtel Dieu). Une fois ces derniers éléments techniques connus, le bureau d'études pourra produire le projet définitif et les documents nécessaires à la consultation d'entreprises de travaux .

En attendant les travaux nécessaires , les mesures prises dans le cadre du principe de précautions sont maintenues. Nous avons insisté sur la mauvaise installation du secteur transverse même si celle-ci est provisoire (pas de réponse). En ce qui concerne la salle courrier, des travaux sont en cours.

Travaux d'étanchéité

Divers travaux de réfection de l'étanchéité des toitures terrasses des sites du département sont en cours de lancement :

- CFP St Barnabé : réfection d'une partie du toit terrasse et de certains ouvrants. Le marché a été notifié, les travaux débuteront début 2020.
- CFP Aubagne, Arles et Salon : réfection de l'intégralité des toitures terrasses. Le maître d'œuvre a été recruté, les marchés de travaux sont en cours de lancement.
- CFP Estienne d'Orves le problème serait résolu
- CFP L a Cible le problème viendrait du patio des études sont en cours .

Paierie Régionale

Depuis leur installation dans leurs nouveaux locaux les agents dont les bureaux se situent au sud souffrent de la chaleur (même en plein mois de novembre !!). Il est impossible d'ouvrir les fenestrons, le système de ventilation dysfonctionne. Nous avons dans un précédent CHS CT, avant le déménagement de ce service évoqué le problème. Nous n'avions pas été entendus. Une réunion avec les responsables du Conseil Régional (propriétaire des locaux) est programmée.

Droit d'alerte trésorerie de Salon

Depuis le 17 octobre date de la réunion d'enquête suite au droit d'alerte, aucune avancée concrète n'a permis d'améliorer la situation. Le 25 novembre la visite prévue sur place a été annulée par la Direction qui a défini d'autres priorités. La Direction a choisi au détriment du droit d'alerte de continuer son opération de promotion du projet de son Nouveau Réseau de Proximité.

Le Président a indiqué qu'une autre visite devrait être programmée. Par contre, le Dossier d'Approche de la Souffrance au Travail animé par le médecin de prévention et décidé lors de la réunion d'enquête doit être mis en œuvre très prochainement.

Droit d'alerte Sadi Carnot

Suite à la réunion d'enquête un deuxième vigile a été affecté à l'accueil de Sadi Carnot. Il est absolument nécessaire que celui soit maintenu l'an prochain. Les agents de l'accueil ont été réunis par la Direction. Lors de cette réunion les aspects métiers et organisationnels ont été vus. Les horaires d'ouverture, l'harmonisation des pratiques des différents S.I.P du département, les relations avec les organismes extérieurs ont été évoqués.

Nous avons indiqué que les réunions avec ces organismes doivent aboutir à une véritable formation des personnels de ces organismes.

La situation de stress des agents de l'accueil de Sadi Carnot est toujours présente. La décision de la direction de regrouper en un seul service les deux SIP du site dans le cadre du projet du nouveau réseau de proximité ne résoudra en rien les problèmes de l'accueil sur ce site.

Trésorerie Amendes

Nous avons souhaité faire un point sur la situation de la Trésorerie amendes, sur les mesures prises depuis la dernière réunion du CHS CT. Ce service nécessite une attention particulière. Le pôle accueil téléphonique aurait dû être réaménagé pour 4 postes.

Une étude acoustique a été faite afin de définir l'achat d'équipement. Les commandes vont être faites fin janvier, après consultation des agents.

En ce qui concerne le problème de téléphonie (« bip » indiquant un appel en attente et message du répondeur instable) la Direction a été dans l'incapacité de nous répondre. Nous avons demandé que le problème soit résolu et que la Direction prenne les mesures nécessaires.

Problème de l'eau sur certains sites

Les tests ont été pratiqués sur les sites de Sainte Anne, PBL et Marignane. Ces tests sont satisfaisants.

Spécifiquement sur Marignane les fontaines à eau ont été équipées de filtres déferriseurs. La Direction prévoit des travaux sur ces trois sites pour améliorer et entretenir le réseau de canalisations. A suivre ...

Problème du chauffage

Sur le site de Marignane, l'installation est neuve, pourtant le chauffage de ce site rencontre de graves dysfonctionnements dus à un problème électrique. Enedis serait responsable, l'ampérage ne serait pas suffisant . Une solution doit être trouvée rapidement, nous n'acceptons pas cette situation.

La Direction nous a assuré que les sites en cas de problème de chauffage étaient équipés de convecteurs électriques. Cette solution provisoire ne peut être satisfaisante, l'utilisation de convecteurs pose de nombreux problèmes. C'est la réparation des chauffages que nous exigeons, afin que tous les agents travaillent dans des conditions normales.

Accueil de Saint Barnabé

Suite aux incidents graves qui sont survenus sur le site de Saint Barnabé : vandalisme sur les véhicules de certains agents, incidents entre contribuables à l'accueil, agression du gardien concierge, nous avons demandé que ce point soit abordé lors de la présente séance.

Il est inadmissible que les agents et leurs biens ne soient pas protégés .

Un signalement selon la procédure de l'article 40 du CPP a été notifié auprès du Procureur suite à l'agression du gardien concierge.

Une réflexion sur la pose de caméras au niveau du parking est à l'étude. Pour le reste aucune réelle solutionInacceptable !

Nous avons rappelé que Solidaires Finances souhaitait aborder en questions diverses un point général sur l'accueil des grands sites et sur l'accueil sur rendez-vous. Ces points n'ont pas retenu l'attention du Président.

Pourtant la fréquentation demeure très importante. Les agents subissent quotidiennement une plus grande pression.

Prochaine visite CHS CT sur site

Quatre visites de sites sont programmées chaque année, elles permettent de se rendre compte sur place d'une situation de travail. C'est le CHS CT qui décide des visites, la première visite pour 2020 aura lieu à la trésorerie d'Arles municipale et Camargue. Les autres visites seront décidées en début d'année.

Vos représentants Solidaires Finances au CHS CT 13

Titulaires : Elisabeth Gonzales DRFiP, Judith Bertet DRFiP, Vincent Finkbeiner Douane
Suppléants : Thierry Legrand Douane, Maxime Picard DRFiP, Sylvie Raybaud DRFiP